

Index AI : PRE01/069/2011  
20 February 2011

## **Le chef de l'État libyen doit mettre un terme à l'augmentation vertigineuse du nombre d'homicides**

Dimanche 20 février, Amnesty International a exhorté le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi à maîtriser sans plus tarder ses forces de sécurité, alors qu'il est signalé que des mitraillettes et d'autres armes ont été utilisées contre des manifestants et que le nombre de morts à Benghazi, Misratah et dans d'autres villes augmente de façon démesurée.

« Les forces loyales au colonel Kadhafi recourent à une force meurtrière injustifiée contre des manifestants qui demandent des changements - le résultat est totalement prévisible, a déclaré Malcolm Smart, directeur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International. Un grand nombre de personnes meurent et la situation dégénère à une vitesse alarmante. Plus d'une centaine de personnes ont été tuées jusqu'à présent. »

« Il semble que le chef d'État ait ordonné à ses forces d'écraser les manifestations à n'importe quel prix ou presque, et que ce prix se paie en vies libyennes. »

Des témoins, des avocats et des professionnels de la santé à Benghazi ont dit aux délégués d'Amnesty International qu'au moins 34 personnes ont été visées par des balles réelles vendredi 18 février ; la plupart ont des lésions à la tête, à la poitrine et au cou. Des dizaines d'autres personnes ont été blessées.

Samedi 19 février, les forces de sécurité auraient tiré à balles réelles sur des milliers de personnes en deuil qui s'étaient rassemblées devant un immeuble des gardes révolutionnaires en revenant du cimetière, et qui scandaient des slogans hostiles au gouvernement et qualifiaient les gardes de « tueurs », en réclamant leur départ de Benghazi. Vingt personnes auraient été tuées. De nombreuses autres personnes ayant été blessées ont été évacuées vers l'hôpital al Jala et d'autres hôpitaux de Benghazi.

Certaines sources, à l'hôpital d'al Jala, ont déclaré que la plupart des victimes avait été touchées à la tête, à la poitrine ou au cou, ce qui donne à penser que les forces de sécurité avaient l'intention de les tuer. Les médecins ont déclaré qu'ils avaient du mal à faire face et qu'ils étaient à cours de sang pour les transfusions et de médicaments pour soigner les blessés.

D'autres manifestants auraient été tués lorsque les forces de sécurité ont ouvert le feu sur des centaines de personnes participant à un sit-in devant le tribunal du nord de Benghazi. Parmi les personnes présentes figuraient des avocats, des médecins et des membres du comité d'organisation des familles d'Abou Salim, créé par des parents de prisonniers tués à la prison d'Abou Salim par les forces du colonel Kadhafi en 1996, massacre dont personne n'a jamais eu à répondre. Plus de dix autres personnes auraient été abattues à Misratah samedi 19 février, premier jour des manifestations sur place.

« Selon les dernières informations nous étant parvenues, des Libyens ont été abattus à l'aide de mitraillettes et d'autres armes par de nouvelles unités particulièrement dures, au sein desquelles il est possible que figurent des mercenaires étrangers, qui ont été transportées sur place pour étouffer les

manifestations », a ajouté Malcolm Smart.

« Le colonel Kadhafi doit immédiatement mettre fin à ces effusions de sang. Lui-même et les autres responsables de la répression menée contre les manifestants, de même que toute autre personne impliquée dans des violations, doivent savoir qu'ils auront des comptes à rendre. »